

Les manœuvres des lobbies pour étouffer l'affaire des SDHI

A l'heure où vous lisez ceci, les lobbys de l'agrochimie déploient une stratégie élaborée pour étouffer un scandale sanitaire et environnemental majeur qui risque d'éclater dans les mois qui viennent à propos de pesticides extrêmement toxiques : les SDHI.

Pour s'assurer que personne ne découvre l'ampleur du danger et rassurer les foules, les multinationales, aidées de leurs armées de lobbys, ont mis en œuvre un arsenal de méthodes complexes, dans le but de masquer la réalité, et de continuer à vendre leurs substances mortifères. Les mêmes méthodes insupportables qui ont déjà servi à couvrir des scandales sanitaires dramatiques comme celui de l'amiante, du médiateur, du glyphosate et plus récemment, des néonicotinoïdes.

Il y a urgence: cela fait déjà deux ans qu'un collectif de chercheurs, de cancérologues, médecins, pédiatres et toxicologues du CNRS, de l'Inserm, de l'INRA, tire la sonnette d'alarme sur la dangerosité des SDHI (inhibiteurs de la succinate déshydrogénase), utilisés massivement en agriculture pour détruire les moisissures et les champignons. Pour ces scientifiques parmi les plus renommés, ce pesticide agit comme un véritable poison qui bloque la respiration cellulaire de tous les organismes vivants— autant les cellules des champignons, que celles des animaux, insectes, et êtres humains.

De récentes études ne cessent d'ailleurs de démontrer les effets des SDHI sur les abeilles et les pollinisateurs sauvages, effets plus terribles encore quand ces SDHI sont en interaction avec des insecticides utilisés dans nos champs. Au fur et à mesure que les recherches des scientifiques spécialisés sur la santé humaine avancent, la liste des maladies concernées s'allonge : cancers, encéphalopathies (chez les jeunes enfants), tumeurs du système nerveux, maladie de Parkinson, ataxie de Friedreich, syndrome de Barth, ou chorée de Huntington, ainsi que certains troubles de la fertilité.

Face à cette menace terrifiante, les scientifiques ont alerté l'ANSES, l'autorité sanitaire censée protéger l'environnement, l'alimentation et la santé des citoyens face aux substances chimiques dangereuses. À aucun moment ils n'ont été écoutés. Pire : l'ANSES leur a fermé la porte au nez, refusant catégoriquement de mener les études nécessaires pour vérifier leurs craintes. Balayant d'un revers de main les arguments des chercheurs qui travaillent pourtant pour des laboratoires publics parmi les plus réputés du pays, et préférant se fier aux études menées par les scientifiques de l'agrochimie plutôt que de se soucier de l'intérêt général, de l'environnement et de la santé de millions de personnes.

Pourtant, il y a de quoi être inquiet: sur 13 pesticides de la famille des SDHI, 7 ont été classés par l'EFSA, l'autorité sanitaire européenne, comme « susceptibles de provoquer le cancer ». Et d'autres substances aux modes d'action similaires, comme la Roténone, ont été retirées du marché. Alors, bien décidés à se faire entendre, les chercheurs ont tiré la sonnette d'alarme dans la presse pour alerter un maximum de citoyens du scandale à venir, et appeler les responsables politiques à suspendre immédiatement l'utilisation de ces molécules, tant que les dangers et les risques n'auront pas été étudiés par des organismes publics et indépendants.

A peine leur tribune était-elle publiée que les lobbys de l'agrochimie sortaient les griffes, et s'attaquaient violemment aux chercheurs, dénigrant leur travail, parlant de « populisme scientifique », de « fake news » et de « désinformation ». Le but? Discrediter toutes les études opposées, semer le doute dans l'opinion, faire croire que les études de l'industrie sont de la « vraie science », et que les études indépendantes ne sont que de la poubelle. Une technique bien connue de l'agrochimie, qui se pose en garante de la science, et qui a particulièrement fait ses preuves avec feu Monsanto: en 2015, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) classe le glyphosate, l'ingrédient du fameux Roundup comme « cancérogène probable » pour les humains. Dès sa parution, les lobbyistes

de Monsanto déploient leur arsenal pour étouffer le rapport: ils commencent par discréditer l'étude en parlant de «pseudo-science», ils s'empressent de commander à leurs scientifiques un rapport contradictoire, affirmant que les résidus de glyphosate dans l'alimentation sont «peu susceptibles» de provoquer le cancer chez les humains. Ainsi, Monsanto a obtenu de l'EFSA le maintien de l'herbicide sur le marché, sans avoir à rendre publiques les études que la multinationale a financées.

Tout cela a l'air incroyable, mais c'est pourtant bien la réalité.

Aujourd'hui, le même scénario se répète pour les SDHI: ceux-ci ont été autorisés sur le marché sans qu'aucune des autorités sanitaires qui ont donné le feu vert pour les commercialiser n'ait cherché RÉELLEMENT à en mesurer la dangerosité ni leurs effets sur les abeilles, l'environnement, ou la santé humaine.

Plus grave encore : maintenant c'est l'ANSES elle-même qui bloque les études, allant jusqu'à discréditer les scientifiques lanceurs d'alerte devant la représentation nationale, critiquant le bien-fondé de leurs études, qui sont pourtant primordiales pour s'assurer que nous ne sommes pas à l'aube d'un nouveau scandale sanitaire.

Pour couvrir ses arrières et faire semblant d'entendre les chercheurs et les citoyens, l'ANSES a annoncé la mise en place d'«un groupe d'experts dédié» pour étudier les nouveaux éléments apportés par les lanceurs d'alerte. Et sans surprise: les conclusions des travaux des «experts» de l'ANSES affirment que rien ne justifie que ces pesticides SDHI soient retirés du marché. Or leur rapport comporte un grand nombre de lacunes dénoncées par Pierre Rustin, l'un des grands spécialistes de la SDH, permettant ainsi aux autorités sanitaires d'écarter le problème pour plusieurs années tout en sauvegardant les bénéfices de l'agrochimie. L'impression de déjà-vu est insupportable. En effet, en 2012, le Professeur Gilles-Eric Séralini publie son étude édifiante sur des rats nourris au maïs exposé au Roundup, qui développent d'énormes tumeurs, informant ainsi le public des menaces potentielles du glyphosate (l'ingrédient actif de l'herbicide) et des OGM conçus pour lui résister. Son étude a fait l'effet d'un pavé dans la mare. Pour autant, le professeur ne s'attendait pas à l'omerta qui allait se mettre en place contre lui: campagnes de dénigrement, menaces, intimidations à foison...

Le premier à lui tirer dessus: le Dr Gérard Pascal, ancien toxicologue à l'INRA et ex-président du conseil scientifique de l'AFSSA (l'ex ANSES), qui s'est aussitôt positionné comme «expert» pour attaquer la rigueur scientifique de l'étude. En réalité, le Dr Pascal travaillait pour le lobby des OGM à Bruxelles, lui-même financé par Monsanto. Par la suite, la firme a réussi à obtenir la suppression de l'étude du prestigieux journal Food and Chemical Technology— dont l'un des éditeurs est également un employé de Monsanto et dans la foulée, les conclusions de l'étude du Professeur Séralini ont été rejetées par l'EFSA et par l'ANSES. Du travail rondement mené. Voilà comment les grandes firmes de l'agrochimie, avec l'aide de leurs puissants lobbys et la complicité de nos autorités sanitaires, s'y prennent pour protéger les centaines de millions de bénéfices qu'elles retirent chaque année de la vente de leurs produits, au détriment de notre environnement, notre alimentation, notre santé et de l'intérêt général.

Occuper l'espace public, s'accaparer la science, discréditer toutes les études opposées, salir les scientifiques qui ne travaillent pas pour eux, et saboter toute tentative de recherche indépendante qui serait susceptible de prouver la toxicité de leurs substances, toutes ces techniques insupportables de lobbying, nous les connaissons. Elles sont aujourd'hui utilisées par les lobbys de l'agrochimie pour continuer à déverser des centaines de tonnes de SDHI dans nos champs chaque année. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés pendant que les multinationales continuent de saccager en toute impunité notre environnement, les abeilles et autres pollinisateurs, mettant en péril la santé de millions de personnes, celle de vos enfants et de vos petits-enfants !

Si nous ne réagissons pas maintenant, combien d'années faudra-t-il attendre pour que les responsables politiques agissent et s'emparent du problème? Il a fallu 32 ans, que 35.000 personnes meurent d'un cancer du poumon en France en l'espace de deux décennies pour que l'amiante soit

interdite. 32 années pendant lesquelles les industriels et les pouvoirs publics ont réussi à imposer l'idée que l'amiante n'était pas dangereux.

Allons-nous attendre des dégâts irréparables, nos sols pollués à jamais, les abeilles et les pollinisateurs sauvages décimés par millions et nos enfants, contaminés aujourd'hui, devenus des malades demain? Au vu de ce que nous savons aujourd'hui sur les SDHI, nous ne pouvons pas prendre le risque qu'un scandale d'une telle ampleur se reproduise dans les années à venir. D'autant que les scientifiques sont très sérieux: tous parlent de «bombe à retardement», dont les effets les plus graves – notamment sur la santé humaine– pourraient n'être visibles que dans 10 ou 20 ans. Pour éviter les pires scénarios, et couper court à la stratégie des lobbys de l'agrochimie, nous devons absolument produire les études indépendantes, nécessaires à évaluer la dangerosité réelle des SDHI. Études:

- que les autorités sanitaires ne feront jamais parce qu'elles ont choisi de se ranger du côté de l'agrochimie
- qui nous feront gagner du temps, évitant que le nombre de cancers et de maladies génétiques explosent
- qui protégeront les abeilles, les pollinisateurs sauvages et la biodiversité toute entière de ce massacre.

Il n'y a plus une minute à perdre : c'est l'avenir même du vivant qui est en jeu: 80% des insectes volants ont déjà disparu en Europe, même dans les zones protégées. Derrière ce drame des pertes d'abeilles domestiques se profile le déclin de tous les types d'insectes pollinisateurs européens : plus de 2000 espèces d'abeilles sauvages, bourdons, papillons, syrphes, qui assurent la reproduction et la survie de 78% des variétés de plantes à fleurs et d'arbres de nos territoires et de 84% des espèces que nous cultivons pour notre alimentation. Les effets en chaîne de cette extinction spectaculaire se font déjà sentir à travers nos pays: en France, 1/3 des populations d'oiseaux a disparu des zones rurales ces 15 dernières années, ils n'ont plus d'insectes pour se nourrir.

Aujourd'hui, le seul moyen de reprendre l'avantage et de battre l'agrochimie sur son propre terrain, c'est de faire en sorte qu'elle n'ait plus le monopole des études scientifiques sur les SDHI, et notre meilleur atout pour y arriver - à nous, citoyens et défenseurs des abeilles et de la nature – est de réunir les scientifiques indépendants, capables de travailler sur le sujet et de produire un maximum de littérature scientifique, pour contrer les discours industriels. Une fois ces études en main, les responsables politiques seront contraints d'entendre nos arguments pour la défense de la chaîne alimentaire. C'est un objectif ambitieux, le combat risque d'être de longue haleine. Rappelez-vous, c'est grâce à une coalition de plus de 50 scientifiques internationaux, à leurs études unanimes et à la mobilisation de plus d'un million de citoyens que les néonicotinoïdes ont été interdits l'année dernière en France, et en passe d'être interdits dans toute l'Union européenne. Nous devons reproduire cette même méthode aujourd'hui pour les SDHI – sans attendre 20 ans de massacre des abeilles et une perte irrémédiable de biodiversité.

Plus nous serons nombreux à venir en aide aux scientifiques, et plus nous aurons de chances de les voir publier les études solides, indépendantes, capables de contrecarrer la propagande de l'agrochimie et son influence démesurée sur les autorités sanitaires... Et surtout de gagner de précieuses années avant que les dégâts soient irréversibles. Rejoignez POLLINIS.

Bruno Bourgeon, porte-parole d'AID
D'après Pollinis